



Cléa FORTUNÉ - Pierre-Alexandre BEYLIER

CADRAGE

L'IMMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS

LE RÊVE AMÉRICAIN DÉSENCHANTÉ ?



CADRAGES

L'IMMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS

LE RÊVE AMÉRICAIN DÉSENCHANTÉ ?

Cléa FORTUNÉ

Pierre-Alexandre BEYLIER



DANS LA MÊME COLLECTION :

Alexis PICHARD et Pierre-Alexandre BEYLIER,

La Présidence américaine : le tournant impérial ?, 2026.

À PARAÎTRE :

Karine TOURNIER-SOL et Pauline SCHNAPPER,

Le Royaume-Uni et l'Europe : une relation impossible ?, 2027.

CADRAGE

DÉCRYPTER LES SOCIÉTÉS ANGLOPHONES

COLLECTION DIRIGÉE PAR

Alexis PICHARD



La collection Cadrage[s] se propose d'offrir des perspectives éclairées sur le présent et le passé des cultures et sociétés anglophones, en mettant la recherche universitaire au service d'un large public. À travers des ouvrages concis et incisifs, elle explore des thématiques d'actualité, fournissant aux lecteurs et aux lectrices des outils de réflexion pour mieux en appréhender les enjeux et les débats. La collection vise ainsi à s'extraire du commentaire immédiat, ancré dans une culture de l'instantané, et œuvre à réhabiliter un recul critique, nourri d'une analyse contextuelle, indispensable à la compréhension approfondie des questions abordées.

Édition : Julie GRILLI

Conception graphique : Nathalie DUDEK

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation de l'Éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands Augustins, 75006 Paris.

© Éditions Ophrys, 2026.

5, avenue de la République, 75011 Paris

www.ophrys.fr

ISBN : 978-2-7080-1748-1

INTRODUCTION

La frontière entre les États-Unis et le Mexique est aujourd'hui l'une des frontières terrestres les plus meurtrières au monde¹. Entre 2014 et 2025, plusieurs milliers de personnes y ont perdu la vie en tentant de rejoindre les États-Unis (OBINNA, 2025 ; PASSARELLI-ARAUJO, 2025). Ces décès demeurent pourtant largement invisibles dans les débats publics, souvent éclipsés par une rhétorique politique présentant l'immigration comme une « invasion » qui menace la sécurité nationale, l'identité étasunienne et la souveraineté de l'État.

Cette représentation contraste avec l'histoire même des États-Unis. Aucun autre pays n'a accueilli autant de personnes au cours de son histoire. Les migrations internationales ont façonné la société étasunienne sur les plans démographique, économique, social, culturel et politique. Comme le souligne le *Migration Policy Institute*, « [l]es nouveaux arrivants ont été le moteur de transformations fondamentales aux États-Unis au cours de quatre périodes de forte immigration ». La première a été la fondation des colonies britanniques aux XVII^e et XVIII^e siècles ; la deuxième l'expansion vers l'Ouest et le passage à une économie agricole au XIX^e siècle ; la troisième l'essor des villes et de l'industrie manufacturière au tournant du XX^e siècle ; et la quatrième la domination récente

¹ « US-Mexico Border World's Deadliest Migration Land Route », International Organization for Migration, 12 septembre 2023.

d'une économie fondée sur les services et la connaissance, qui a débuté dans les années 1970 et se poursuit encore de nos jours ².

Cette centralité de l'immigration demeure manifeste au regard de la composition ethnoculturelle de la société étasunienne actuelle. En juin 2025, les États-Unis comptaient 51,9 millions de personnes nées à l'étranger, soit 15,4 % de leur population totale ³. La moitié d'entre elles sont originaires d'Amérique latine (52 %), notamment du Mexique, de Cuba, du Salvador, du Guatemala, de République dominicaine, de Colombie, du Honduras et du Venezuela. L'Asie constitue la deuxième région d'origine avec 27 % des immigrés, suivie de l'Europe (10 %), de l'Afrique subsaharienne (5 %), du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (4 %) ainsi que du Canada (2 %) ⁴. L'immigration contemporaine reflète ainsi la diversité croissante des sociétés mondialisées et participe à la transformation démographique des États-Unis.

Pourtant, l'immigration est devenue l'un des sujets les plus polarisants de la vie politique étasunienne. Les débats publics se concentrent largement sur les personnes qualifiées d'« illégales » (terme péjoratif qui renvoie les individus à leur statut de contrevenant en lien avec les lois d'immigration), souvent présentées comme la preuve d'un échec du contrôle des frontières. Or cette catégorie recouvre une réalité beaucoup plus complexe.

En 2023, environ 27 % des personnes immigrées vivant aux États-Unis, soit près de 14 millions de personnes, étaient considérées

² Jessica BOLTER « Immigration Has Been a Defining, Often Contentious, Element Throughout U.S. History », Migration Policy Institute, 29 décembre 2021.

³ Stephanie KRAMER et Jeffrey S. PASSEL, « What the Data Says about Immigrants in the U.S. », Immigration & Migration, Pew Research Center, 21 août 2025.

⁴ *Ibid.*

comme étant en situation irrégulière. Parmi elles, près de 40 % bénéficiaient pourtant d'une forme de protection contre l'expulsion et d'une autorisation de travail : demandeurs d'asile, bénéficiaires de programmes humanitaires, titulaires du *Temporary Protected Status* (TPS), victimes de violences ou encore bénéficiaires du programme *Deferred Action for Childhood Arrivals* (DACA), réservé aux personnes arrivées enfants aux États-Unis⁵.

Bien qu'elles soient pour la plupart entrées légalement sur le territoire étasunien et qu'elles bénéficient de la protection de différents dispositifs administratifs, ces personnes demeurent comptabilisées parmi la population irrégulière en raison du caractère temporaire et révocable de leur statut. Ainsi, en 2025, l'administration Trump a supprimé les protections contre l'expulsion et les permis de travail accordés à plus de 500 000 ressortissants cubains, haïtiens, nicaraguayens et vénézuéliens admis légalement sur le territoire étasunien⁶.

L'« immigration illégale » n'est donc pas une réalité objective mais le produit de choix politiques (GENOVA, 2005 ; NGAI, 2014). Le passage d'un régime migratoire relativement ouvert à un système de plus en plus restrictif a contribué à produire l'irrégularité qu'il prétend combattre. Depuis les années 1970, cette dernière est progressivement construite comme une menace nationale, alimentant un « cercle vicieux sécuritaire » (*enforcement loop*) (MASSEY et PREN, 2012, p. 13) dans lequel chaque renforcement des contrôles justifie de nouvelles mesures répressives.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

aux relations diplomatiques avec le Mexique. Le président mexicain Felipe Calderón dénonce lui aussi publiquement la législation. En 2012, la Cour suprême invalide plusieurs dispositions de la loi, même si elle maintient la possibilité pour les policiers de contrôler le statut migratoire des personnes arrêtées (COHEN, 2013).

Joseph Arpaio, symbole de la répression migratoire

Le visage le plus emblématique de cette politique en Arizona reste le shérif Joseph Arpaio. Shérif du comté de Maricopa entre 1992 et 2017, il se présente comme « le shérif le plus dur d'Amérique » et fait de la lutte contre l'immigration irrégulière sa priorité absolue (COHEN, 2013).

Ses méthodes reposent largement sur des contrôles d'identité ciblant les Latinos. Avant même la SB 1070, Arpaio profite des pouvoirs accordés aux autorités locales par l'ICE à partir de 2007 pour multiplier arrestations et détentions préventives de personnes soupçonnées d'être sans papiers.

En 2009, le département de la Justice ouvre une enquête après plusieurs plaintes de l'*American Civil Liberties Union* (ACLU) pour profilage racial. Le rapport final montre que les conducteurs latinos sont jusqu'à neuf fois plus susceptibles d'être arrêtés dans les zones contrôlées par son bureau. En 2010, l'Arizona représente à lui seul près d'un quart des expulsions réalisées aux États-Unis²⁸.

En 2017, Arpaio est condamné pour avoir violé les droits constitutionnels de centaines de milliers de Latinos à travers des patrouilles discriminatoires. Il devient alors un symbole national des politiques migratoires les plus répressives. Donald Trump, dont il partage la vision restrictive de l'immigration, le gracie la même année.

²⁸ Perla TREVIZO, « Deportations from AZ Are down Sharply », *Arizona Daily Star*, 6 janvier 2013.

TRUMP ET BIDEN, L'HYPER-CRIMINALISATION DE L'IMMIGRATION

**Trump I (2017-2021) :
une nouvelle croisade contre
l'immigration**

Une campagne sur le thème de l'(anti-)immigration

Les politiques de contrôle migratoire et de dissuasion ne sont pas nouvelles aux États-Unis, mais les dix dernières années ont été marquées par une radicalisation significative des discours sur l'immigration. C'est dans ce contexte empreint de grandes tensions que Donald Trump a fait campagne en 2016, sous la bannière du Parti républicain. Celui qui n'avait aucune expérience de la politique – et qui était issu du monde de l'immobilier ainsi que de la télévision – a construit son programme électoral en faisant de la lutte contre l'immigration son cheval de bataille.

Dès l'annonce de sa candidature en 2015, le projet de construire un mur à la frontière Mexique/États-Unis apparaît comme l'une de ses mesures phares. Il profite de ce discours pour stigmatiser les personnes immigrées venant du Mexique, les accusant de tous les maux auxquels sont confrontés les États-Unis : « Lorsque le Mexique envoie ces gens, ils n'envoient pas les meilleurs. [...] Ils envoient des gens qui ont beaucoup de problèmes et ils apportent ces problèmes avec eux. Ils apportent de la drogue. Ils apportent du crime, ce sont des violeurs¹... »

Tout au long de la campagne, cette vision de l'immigration comme pourvoyeuse de problèmes s'ancre dans son discours et il ne cesse de présenter la frontière avec le Mexique comme le symbole d'un État qui aurait perdu le contrôle de son territoire et dont il faudrait à présent restaurer la souveraineté.

Pourtant, lorsqu'il arrive à la Maison-Blanche en janvier 2017, le nombre de personnes en situation irrégulière vivant aux États-Unis se situe à l'un de ses niveaux les plus faibles depuis le milieu des années 2000, soit 10,2 millions en 2017². Cette réalité n'empêche pas le nouveau président de placer la question migratoire au cœur de son mandat. Son administration adopte plus de 470 mesures exécutives liées à l'immigration, qui vont de politiques de grande envergure à des ajustements plus modestes et techniques.

Au cours des pages qui suivent, nous nous concentrons sur quelques-unes des mesures les plus controversées du premier mandat du 45^e président.

¹ Donald TRUMP, « Donald Trump Announcement of Candidacy », 15 juin 2015.

² Jeffrey S. PASSEL et Jens Manuel KROGSTAD, « What We Know about Unauthorized Immigrants Living in the U.S. », Pew Research Center, 22 juillet 2024,

INTRODUCTION 5



LE TEMPS DES RÉFORMES (1920-1970) 9

Entre restrictions et ouverture relative : les principales lois sur l'immigration de 1920 à 1965 9

Les années 1920 : des quotas fondés sur l'origine 9

La loi sur l'immigration et la nationalité de 1952 :
continuité et sécurité 11

La loi de 1965 sur l'immigration et la nationalité :
une recomposition du système migratoire étasunien 12

Les effets inattendus de la loi de 1965 13

Le programme *Bracero* : 1942-1964 15

Les années 1970 : entre besoins économiques et inquiétudes identitaires 18

Une immigration dans un contexte de crise 18

Une recomposition durable de la population immigrée 20

Entre renouveau et tensions :
les débuts d'un désenchantement ? 20

VERS UNE CRIMINALISATION DE L'IMMIGRATION (1980-1990) 23

Le tournant des années Reagan 23

Une nouvelle perception de l'immigration	23
À discours radical, politique radicale	26
Assimilationnistes contre restrictionnistes	28
Le dilemme de Reagan	29
Une réforme charnière	31

Le durcissement de la politique étasunienne 33

Un nouveau contexte géopolitique	33
La radicalisation des discours	34
Le paradoxe de l'ALENA	36
Vers une réforme plus stricte	37



L'APRÈS 11 SEPTEMBRE 2001 ET LA GUERRE CONTRE L'IMMIGRATION 41

Les attentats du 11 Septembre 2001 et la guerre contre le terrorisme 41

L'immigration au tournant du ^{xxi} ^e siècle	41
Les failles du système	43
Le dispositif de lutte contre l'immigration	45
Un mur, un rempart contre l'immigration	48
Les effets et conséquences de ces mesures	50
Une polarisation autour de l'immigration	51

Barack Obama : entre protection des mineurs et renforcement sécuritaire de la frontière 53

Des tentatives de réforme migratoire	53
DACA et la protection des <i>Dreamers</i>	54
Une frontière toujours plus militarisée	55
« L'expulseur-en-chef » ?	56
La « crise des mineurs non accompagnés » de 2014	58
L'Arizona, laboratoire des politiques anti-immigration	59
Joseph Arpaio, symbole de la répression migratoire	60

TRUMP ET BIDEN, L'HYPER-CRIMINALISATION DE L'IMMIGRATION

61

Trump I (2017-2021) : une nouvelle croisade contre l'immigration

61

Une campagne sur le thème de l'(anti-)immigration	61
Le <i>Travel ban</i> (2017) : « Protéger la Nation de l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis »	63
La volonté de défaire - DACA (2017)	63
Politique de tolérance zéro (2018)	64
Les protocoles de protection des migrants ou « Rester au Mexique » (2019)	66
Un renforcement du dispositif anti-immigration	69
Le mur à la frontière	70
L'efficacité du mur en question	71
La pandémie de COVID-19	73

L'administration Biden (2021-2025) : une politique migratoire ambivalente

74

Une rupture annoncée avec l'administration Trump	74
Une nouvelle géographie des migrations vers les États-Unis	75
Le développement de voies légalisées et humanitaires de migration	77
Le retour progressif de la dissuasion	79
L'externalisation de la frontière États-Unis/Mexique	81

Trump II : un durcissement sans précédent de la politique anti-immigration	82
Un début de mandat en grande pompe	82
ICE, la police toute puissante en charge des expulsions	84
Des mesures qui font polémique	86

CONCLUSION

QUEL AVENIR POUR LE RÊVE AMÉRICAIN ?	89
---	----

L'immigration aux États-Unis est, depuis les origines du pays, un sujet complexe et central. Pourtant, jamais elle n'a semblé aussi controversée qu'aujourd'hui. Construction du mur frontalier, expulsions, opérations de l'*Immigration and Customs Enforcement* (ICE), restrictions du droit d'asile, tensions géopolitiques et crises humanitaires ont fait de cette question l'un des principaux champs de bataille de la vie politique étasunienne.

Cet essai analyse la situation de l'immigration aux États-Unis depuis la seconde moitié du XX^e siècle, en mettant en lumière les politiques en vigueur, leurs effets sur les immigrants ainsi que leurs conséquences sociales et économiques. Dans un pays historiquement façonné par les migrations, il offre des clés essentielles pour comprendre comment cette question s'est imposée au cœur des débats contemporains.

Cléa FORTUNÉ est maîtresse de conférences en civilisation américaine à l'université Savoie Mont Blanc (LLSETI).

Pierre-Alexandre BEYLIER est professeur des universités en civilisation nord-américaine à l'université Grenoble-Alpes (ILCEA4).